

Note d'information

Développement des chaînes de valeur agro-industrielles en Afrique de l'Est

Résumé

Cette note d'information examine les chaînes de valeur agro-industrielles dans la CAE. Elle décrit le concept de chaîne de valeur, et centre son attention sur les avantages du développement de chaîne de valeur au sein de la CAE, ainsi que sur ses défis et ses stratégies potentielles dans le contexte des spécificités de la région. Les stratégies sont présentées du point de vue tant des acteurs de la chaîne de valeur que de celui des acteurs extérieurs à la chaîne de valeur, y compris le Gouvernement, les coopératives agricoles, le secteur privé, les organisations non-gouvernementales et les organisations internationales.

Introduction

L'agriculture dans la CAE

Le secteur agricole de la région est intimement lié à certaines cultures de base, comme le maïs et le riz, tant du point de vue de la création des revenus que de celui de la consommation. Dans l'ensemble, la productivité agricole y est médiocre et accuse des pertes post-récolte élevées. En outre, la majorité des agriculteurs, surtout les petits exploitants, exercent le métier comme moyen de subsistance, plutôt que comme source de revenus et une part importante des échanges commerciaux est informelle. Pour ces raisons, la sécurité alimentaire reste une question importante.

Le secteur agricole a fait l'objet de nombreux développements qui ne sont pas sans conséquences pour les producteurs. En particulier, avec la montée de la classe moyenne dans les villes, les goûts des consommateurs ont évolué et se sont éloignés des habitudes traditionnelles de consommation d'aliments de base. Preuve en est la demande accrue de produits alimentaires élaborés. En outre, l'intégration dans la

CAE a influé ces dernières années sur les producteurs qui participent à la mise en œuvre de politiques régionales, comme la Politique agricole et rurale commune et le Plan d'action pour la sécurité alimentaire de la CAE, la réduction des obstacles interrégionaux au commerce, mais aussi la montée de la concurrence qui en résulte.¹

Il ressort des facteurs comme la demande accrue de produits alimentaires ouverts, la montée de la concurrence résultant de l'intégration de la CAE et la persistance de l'insécurité alimentaire, que l'addition de la chaîne de valeur pourrait être bénéfique pour le secteur agricole de la CAE pour répondre à ces problèmes et satisfaire la demande des consommateurs.

Le développement de la chaîne de valeur agro-industrielle

Le concept

Une chaîne de valeur peut être décrite comme l'ensemble des activités et des services prodigués entre la première conception d'un produit et sa vente sur le marché final ; il s'agit de l'intervention d'une série d'acteurs, y compris

les fournisseurs d'intrants, les fabricants, les négociants, les transformateurs et les distributeurs, ainsi que les services techniques et financiers.² On compte trois types de valeur – la forme, le temps et l'espace – bien que dans le cas de la chaîne de valeur agro-industrielle on se concentre sur l'évolution de la forme de la matière première, c'est à dire de la transformation et de la production. L'objectif global de l'addition de la chaîne de valeur agro-alimentaire est donc d'améliorer la capacité du secteur agricole à évoluer vers une position économique plus profitable et technologiquement plus sophistiquée et intensive en capital et en compétences.³

Le potentiel de la CAE

Actuellement, seulement 28% de la production agricole de la CAE est transformée.⁴ Cela est dû le plus souvent au manque de capacité, mais même dans des domaines où cela n'est pas le cas, les infrastructures et les ressources existantes ne sont employées qu'entre 30 et 50% de leur capacité totale à cause de la disponibilité douteuse des intrants et matières premières.⁵

A l'heure actuelle, 40% de la contribution totale du secteur agro-industriel à l'économie de la CAE provient de la préparation alimentaire, qui représente aussi 30% de la totalité de la production industrielle de la région.⁶ Bien que ces chiffres semblent relativement élevés, la plus grande partie est le résultat d'une transformation primaire, comme le broyage du maïs, plutôt que la préparation d'un produit ouvré final.

Il est important d'accroître le potentiel de transformation des produits alimentaires pour développer le marché agricole et générer des bénéfices pour l'économie toute entière. La majeure partie de la production agricole de la CAE consiste de féculents et de légumes qui sont volumineux et périssables, ce qui signifie qu'ils ont une durée de vie limitée à l'étalage et sont donc difficiles à stocker et à transporter. La valeur de marché de ces produits – comme le manioc ou le maïs – est très faible s'ils ne sont pas transformés.

A part le fait que ces produits bruts génèrent très peu de revenus sur le marché intérieur, ils ont aussi des effets négatifs à l'exportation : non seulement la rentabilité des produits agricoles bruts est faible, mais leurs exportations font perdre le gain de valeur potentiel qui devrait profiter à la région car la transformation a lieu

dans le pays importateur. En outre, la plupart des pays du continent africain sont des importateurs nets de produits alimentaires à valeur ajoutée, ce qui alourdit encore le déficit commercial.⁷ La valeur ajoutée issue de la transformation des produits alimentaires peut donc générer des revenus supplémentaires et permettre aux économies de la région de profiter d'une hausse de valeur de leurs exportations et faire baisser les importations de produits alimentaires ouvrés.

Les chaînes de valeur agro-industrielles ont aussi le potentiel d'accroître la croissance inclusive en générant des emplois durables. Le développement industriel crée des opportunités d'emplois, y compris pour les travailleurs non qualifiés qui sont nombreux dans la région, ce qui permet de diversifier les moyens d'existence. Les petits exploitants y gagneraient aussi, et ceci serait important étant donné leur prééminence dans la région et le fait que la plupart d'entre eux sont des femmes, qui souffrent plus de l'instabilité de l'emploi que les hommes en moyenne.⁸ En renforçant la capacité des petits exploitants à accroître leur production, ce qui est nécessaire pour assurer une fourniture adéquate de matières premières aux fabricants, leurs moyens d'existence et leurs revenus se verraient accrues ainsi que leur participation dans les marchés commerciaux formels des produits agricoles, plutôt que dans l'agriculture de subsistance, qui est prédominante à l'heure actuelle dans la région. En outre, aider les agriculteurs à accroître le rendement de leurs récoltes permet de lutter contre la pauvreté. Selon certaines estimations, rien que 1 % d'augmentation du rendement permettrait de réduire la pauvreté entre 0,5 et 0,8 %.⁹

A part les producteurs, l'addition de valeur par la transformation va aussi avantager les consommateurs. L'augmentation du nombre de produits transformés devrait satisfaire une demande urbaine en hausse, par rapport à la demande de matières premières. La demande de produits transformés va s'étendre à une large gamme de produits alimentaires comme des céréales conditionnés, des mets préparés et le marché naissant d'aliments ethniques et de fourrages pour bétail sur les marchés domestiques, régionaux et internationaux.

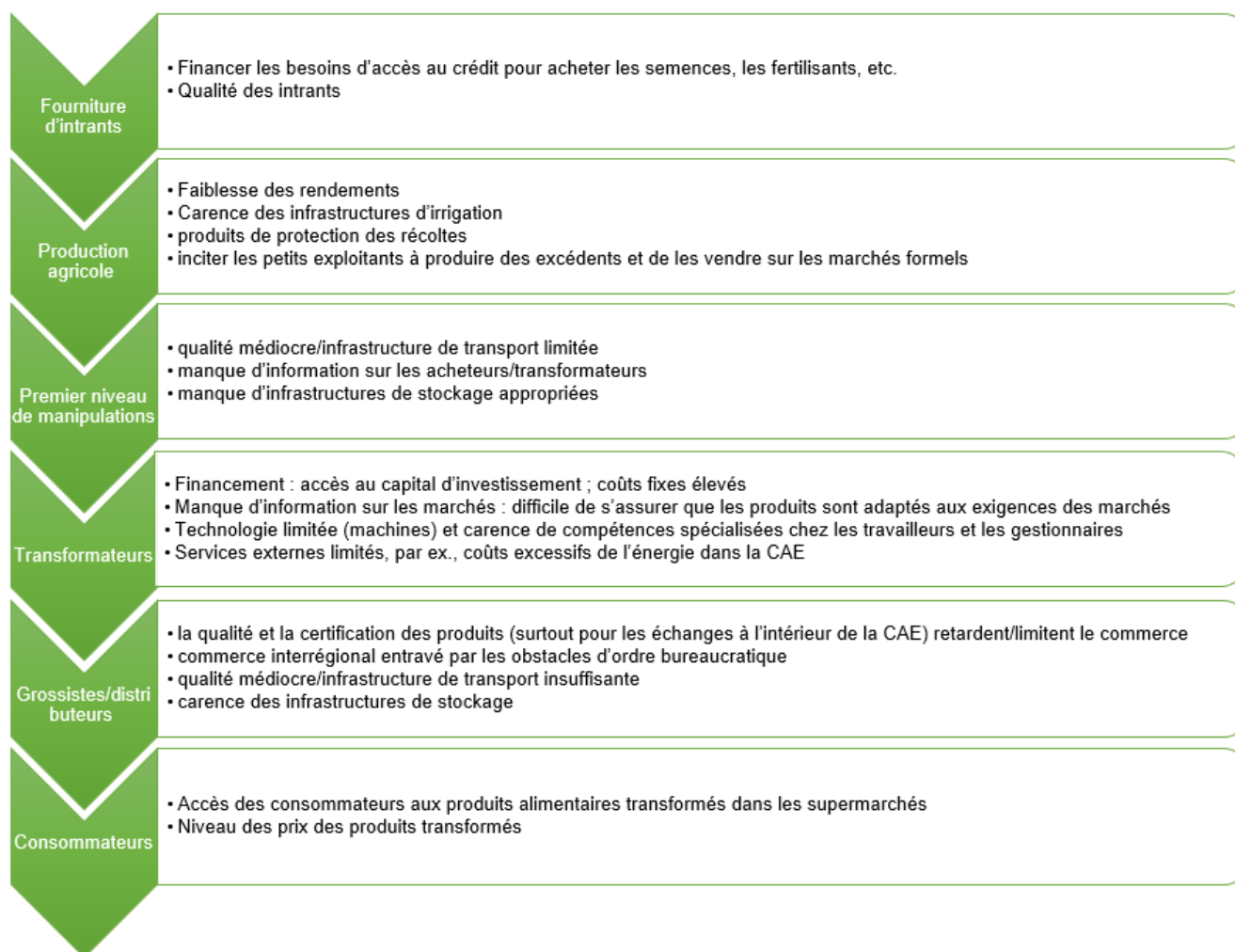
La transformation peut réduire l'insécurité alimentaire qui sévit dans la région. Avec la montée de la classe moyenne et une population en hausse, la croissance de la

consommation dans la région est satisfaite par une augmentation des importations de produits alimentaires qui pourraient être produits sur place.¹⁰ Les causes de l'insécurité alimentaire ont été attribuées à la faiblesse des rendements agricoles, les pertes post-récoltes – à hauteur de 40% pour certains produits – et l'absence de transformation agro-alimentaire suffisante et d'autres technologies permettant d'augmenter la valeur.¹¹ Encourager la valeur additionnelle peut remédier à ces problèmes et assurer la disponibilité des produits alimentaires pour les ménages.

Stratégies pour le développement de chaînes de valeur agro-industrielle

Le développement de chaînes de valeur requiert des réformes de structure, ainsi qu'une participation active de tous les acteurs de la filière agro-industrielle. Cela inclut les acteurs de la chaîne de valeur comme les agriculteurs, les chefs d'entreprises, les détaillants. Cependant, la participation des acteurs « hors chaîne de valeur » est aussi nécessaire : il s'agit du Gouvernement, des ONG, les organisations de la société civile (OSC) et les acteurs du secteur privé comme les banques et autres fournisseurs de services.¹²

Graphique 1: Les principales entraves au développement de chaînes de valeur dans la CAE



Bien que chacun des acteurs ait un rôle spécifique à jouer –comme on le verra plus loin – les initiatives les plus réussies proviennent des partenariats. La formation de partenariats et d’alliances peut faciliter l’échange d’informations, promouvoir les bonnes pratiques, rendre possible un accès aux marchés amélioré et permettre le développement de réformes de politiques informées et inclusives.¹³ De tels partenariats peuvent inclure :

L’amélioration de la chaîne de valeur entre privés : par les acteurs de la chaîne de valeur uniquement, par ex., l’inclusion des petits producteurs de thé du Kenya par Unilever¹⁴

L’amélioration de la chaîne de valeurs public-privé : les acteurs hors de la chaîne de valeur peuvent aider à améliorer le processus en offrant un soutien technologique, organisationnel, politique et pédagogique OU en changeant les macro-politiques.

Le type de partenariats dépend en fin de compte des défis spécifiques chaque pays ou région doit relever au sein de leurs chaînes de valeur agro-industrielles. Par exemple, pour améliorer les infrastructures il faut une initiative politique de la part du Gouvernement mais aussi probablement des investissements de la part du secteur privé, ainsi de tels méga-projets sont probablement mieux servis par un partenariat public-privé.¹⁵

Le Gouvernement

Le Gouvernement a le pouvoir d’inciter l’amélioration des chaînes de valeur en légiférant, en adoptant des règlements et des politiques. Sur une échelle macroéconomique, cela peut aller de la réglementation des marchés et des échanges aux impôts, en passant par les services juridiques. En cherchant à inciter le développement de chaînes de valeur il est important pour le Gouvernement de faire un choix bien pensé et stratégique sur le produit agricole qu’il désire promouvoir.

Tout d’abord, les politiques gouvernementales doivent se centrer sur la création des capacités permettant de maximiser les opportunités dans chacun des maillons de la chaîne de valeur et encourager le secteur privé à s’engager plus activement dans l’agro-industrie. Ces politiques devraient inclure les caractéristiques

suivantes :

● *Soutenir le développement des infrastructures*

Il s’agit ici du transport, de l’eau et de l’énergie. La CAE, surtout dans les zones rurales, souffre de carences au niveau des services fondamentaux qui entravent l’addition de valeur aux produits. Au niveau de la production agricole, les systèmes d’eau et d’irrigation sont insuffisants et il manque de structures de serres destinées à prolonger les saisons et à accroître les rendements.¹⁶ Les distributeurs, quant à eux, sont confrontés au mauvais état des routes qui empêchent la livraison rapide des produits et augmente les risques de dommages des produits transportés. Le manque de facilités de stockage est un autre problème auquel ils doivent faire face. Les transformateurs enfin, sont confrontés à des coupures de courant fréquentes et à l’instabilité de la fourniture d’électricité pour faire marcher leurs usines et les machines de transformation. Il est clair qu’en améliorant les infrastructures, le Gouvernement détient les moyens de pallier ces problèmes et de contribuer à l’addition de la chaîne de valeur.

A part l’infrastructure physique du pays, le Gouvernement peut aussi encourager l’addition à la chaîne de valeur en améliorant l’infrastructure économique, telle que la création d’institutions de soutien au marché qui peuvent réduire les coûts de transactions tout au long de la chaîne de valeur. Il s’agit entre autres de Systèmes d’information des marchés (SIM), de normes de produits facilitant le commerce et de Systèmes crédibles de reçus d’entrepôts en contrepartie des marchandises entreposées.¹⁷

● *Les services d’extension et de conseil*

A part l’éducation et la formation, le Gouvernement peut offrir des services d’extension et de conseil, que l’on peut définir comme « des systèmes facilitant l’accès des agriculteurs, de leurs organisations et des autres acteurs de la chaîne de valeur et d’accès aux marchés aux connaissances et à l’information, et aux techniques ; facilitant leurs interactions avec des partenaires de recherche, d’éducation, d’agro-business et d’autres institutions pertinentes ; et les aidant à développer leurs propres compétences techniques, administratives et de gestion, pour leur permettre d’améliorer la gestion de

leurs activités agricoles ».¹⁸

L'éducation et la formation sont particulièrement importants là où la main d'œuvre est peu qualifiée. Cela peut être utile à de nombreux égards, comme l'introduction de meilleures pratiques agricoles, une meilleure compréhension des bases de la finance et de la comptabilité, la formation de la main d'œuvre non qualifiée pour qu'elle puisse travailler dans les secteurs industriels, comprendre le fonctionnement des marchés et des chaînes de valeur, les compétences de gestion et le développement des affaires, et toutes les compétences permettant aux acteurs de la chaîne de valeur d'améliorer la qualité de leur travail.

● *Offrir l'accès à de nouvelles technologies et d'autres ressources*

Cela peut se faire, par exemple, en soutenant l'importation de nouvelles technologies et d'équipements de transformation, ainsi que des partenariats avec des firmes étrangères encourageant les transferts de technologie et d'expertise. Le Gouvernement pourrait aussi encourager l'accès aux ressources locales, en particulier en développant le droit foncier et la répartition officielle des autres ressources.

● *Le financement*

Le manque d'accès au financement est l'un des principaux obstacles au développement du secteur agro-industriel. Les institutions financières traditionnelles évitent le plus souvent de financer les agriculteurs et les petits exploitants à cause des risques qui pèsent sur l'agriculture, le coût élevé des prêts et la mauvaise réputation des petits exploitants et le manque de garanties suffisantes.¹⁹ Le Gouvernement peut résoudre ces problèmes en offrant des services de financement à but non lucratif et autres avantages. L'accès au crédit peut aussi provenir indirectement, par exemple par l'octroi d'infrastructures d'accompagnement, comme les Systèmes de reçus d'entrepôts mentionnés plus haut, qui peuvent servir de garantie.²⁰

A part cela, l'atténuation des risques est aussi un problème car les mécanismes officiels d'assurance n'existent pas. Le Gouvernement pourrait y remédier en légiférant et en utilisant des fonds publics pour soutenir des fonds de garantie et d'assurance agricole.²¹

● *Faciliter l'accès aux marchés*

Le Gouvernement peut faciliter l'accès aux marchés étrangers en négociant des accords commerciaux internationaux permettant d'abaisser les obstacles au commerce de produits agricoles à l'exportation vers les marchés des partenaires commerciaux.

Les coopératives agricoles

Ces coopératives ont récemment évolué pour devenir des organisations à buts multiples, offrant une multitude de services à leurs membres. Elles peuvent servir à additionner de la valeur à la chaîne en les habilitant à améliorer la production. Un exemple est la Société coopérative Muki Farmers au Kenya, qui s'est développée, pour passer d'une petite tontine à une grande coopérative de produits laitiers dirigée par les agriculteurs et satisfaisant aux besoins sociaux et commerciaux de ses membres.²²

Généralement, les coopératives agricoles peuvent être avantageuses pour les agriculteurs de plusieurs manières :

● *Economies d'échelle*

Les coopératives agricoles peuvent permettre aux agriculteurs, et surtout aux petits exploitants, de bénéficier d'économies d'échelle : en achetant leurs intrants et technologies en grandes quantités, en réduisant les coûts du transport et en ayant accès aux produits et services nécessaires collectivement et à meilleur compte.

● *Financement*

Les coopératives de crédit peuvent créer leurs propres systèmes de financement et d'assurance informelle. Cela peut se faire en ayant recours à des méthodes connues de micro-finance comme des tontines qui groupent les économies de leurs membres pour ensuite leur offrir des prêts. Les coopératives agricoles peuvent aussi se transformer en institutions de crédit plus officielles.

● *Représentation collective formelle*

Les coopératives agricoles sont mieux placées pour comprendre et mieux représenter les besoins collectifs de leurs membres. Ils peuvent lancer des campagnes efficaces de sensibilisation et de création de réseaux d'intérêts, et former des alliances stratégiques avec des

institutions capables de représenter les intérêts des agriculteurs et de plaider auprès du Gouvernement pour infléchir les politiques en leur faveur.²³

● *Formation et éducation*

La coopérative peut aussi développer la formation et l'éducation si les services du Gouvernement ou le secteur privé sont absents ou insuffisants. En fait, la formation effectuée par les coopératives peut être mieux orientée pour déterminer les besoins de formation des agriculteurs. Ces opérations peuvent inclure la tenue de dossiers sur les mesures de qualité et de santé alimentaire, la gestion de ces dossiers, etc.²⁴

Le secteur privé

Les entreprises du secteur privé peuvent jouer un rôle clé dans l'amélioration de la chaîne de valeur, qu'il s'agisse de grosses sociétés, de groupements de PME ou de coopératives.²⁵ Dans de nombreux pays le secteur privé joue un rôle clé dans l'amélioration de la chaîne de valeur, alors que le Gouvernement et les coopératives agricoles assument un rôle de soutien.²⁶ Cela est surtout dû au fait que les maillons de la chaîne postérieurs à la production proprement dite sont tous assurés par des sociétés privées : des sociétés de transport, des usines de transformation et autres acteurs privés pour la plupart.

Le rôle du secteur privé dans la chaîne de valeur est souvent mêlé à celui du Gouvernement et des coopératives agricoles, et ces secteurs travaillent souvent ensemble, comme illustré par les exemples de partenariats publics-privés entrevus plus haut. Le secteur privé offre souvent du financement pour les projets créés à l'initiative du Gouvernement. Il peut s'agir de l'investissement dans des infrastructures ou des services de conseil liés à des objectifs spécifiques, des intrants et à l'amélioration de la chaîne de valeur.²⁷

Certaines activités clés qui contribuent à l'addition de la chaîne de valeur et sont spécifiques au secteur privé sont :

● *Le financement*

A part le financement direct de projets gouvernementaux, le secteur privé peut aussi jouer un rôle dans le financement d'autres acteurs de la chaîne de valeur. Bien que les institutions financières

traditionnelles rechignent généralement à financer les petites exploitations agricoles, de nouvelles solutions à l'initiative du secteur privé ont vu le jour ces dernières années en offrant des services financiers aux pauvres de manière avantageuse. Un exemple est la société M-Pesa au Kenya, qui agit en tant qu'opérateur de téléphonie mobile offrant des services de transfert d'argent et de micro-financement par lequel les clients peuvent déposer, retirer ou transférer de l'argent. En outre, des opérateurs comme M-Pesa ont aussi offert des services informels d'assurance permettant aux ménages de mieux affronter les chocs externes en encourageant l'épargne et permettant aux familles et amis de s'envoyer de l'argent depuis des régions éloignées pour limiter les risques.²⁸

En plus du crédit pour acheter des intrants agricoles, les services financiers sont nécessaires tout au long de la chaîne de valeurs agro-industrielle. Il peut s'agir de financer des produits (comme le crédit des fournisseurs d'intrants ou de marketing) ; de procéder à l'escompte des créances (par ex., le financement des créances commerciales) ; de la garantie physique des actifs (par ex., les récépissés des entrepôts, les accords de rachat) ; les produits d'atténuation des risques (les assurances, les contrats à terme); et les mesures d'accompagnement (garanties de prêts, financement conjoint).²⁹ La variété et la complexité de ces services dépasse les capacités de la plupart des Gouvernements et il est donc impératif de voir le secteur privé s'en charger en offrant formellement de tels services.

● *Le marketing et les compétences des entreprises*

Comme c'est le cas pour les services financiers plus complexes, le secteur privé est mieux placé pour offrir des services de marketing et de stratégie d'entreprise à un secteur. Etant donné que les sociétés privées ont intérêt à obtenir autant d'informations de marché que possible et de monter les stratégies les plus efficaces, le secteur privé tend à être plus doué pour développer le secteur agro-industriel, surtout lorsqu'il s'agit de choisir les matières premières à transformer et les produits à fabriquer. De cette manière, le secteur privé peut offrir des services de développement des affaires et jouer un rôle dans l'amélioration de chacun des maillons de la chaîne de valeur.³⁰

● *Innovation des produits et des procédés*

Le secteur privé est généralement considéré comme

étant à l'origine de la plupart des innovations et de la créativité dans une économie. Alors que le Gouvernement peut ouvrir le pays au commerce et attirer de nouvelles technologies et de l'expertise dans le pays, c'est le secteur privé qui met en œuvre les techniques. Cependant, dans la plupart des pays en développement, le secteur privé ne s'intéresse pas très activement à soutenir l'innovation dans le secteur agricole, c'est pourquoi le Gouvernement y a encore un rôle à jouer pour stimuler sa participation.³¹

Les ONG et les Organisations internationales (OI)

Les Organisations non gouvernementales et les Organisations internationales jouent un rôle traditionnel dans le conseil et la facilitation de l'addition de la chaîne de valeur, intervenant lorsque les autres acteurs sont inopérants, pour offrir leurs services et leur assistance aux projets existants. Certains services de micro-finance sont opérés par des ONG plutôt que par des organisations lucratives; l'éducation et la formation proviennent souvent de projets des ONG ; même les projets de développement des infrastructures peuvent être menés à bien par les ONG et financés par les OI. Cela concerne aussi les services d'extension et de conseil,

où des organisations comme USAID et la Banque Mondiale, entre autres, ont lancé des projets.³²

Conclusion

A mesure que la CAE accroît son intégration et encourage la concurrence et que la classe moyenne poursuit sa croissance, ainsi que la demande pour des produits alimentaires élaborés, l'addition de la chaîne de valeur deviendra de plus en plus nécessaire. Elle n'a pas seulement le potentiel de satisfaire la demande des consommateurs, mais elle a aussi un rôle primordial à jouer dans le développement des marchés agricoles et peut offrir des avantages considérables à l'économie toute entière. Plus particulièrement, la chaîne de valeur agro-industrielle a un grand potentiel dans les domaines suivants :

- Réduire l'insécurité alimentaire
- Atténuer le besoin d'importer des denrées alimentaires
- Créer des emplois durables et faciliter la diversification des moyens d'existence
- Accroître le revenu des ménages et réduire la pauvreté rurale.

Notes de bas de page

¹ C. H. Onyango et al., 'The Political Dimension of Trade Reforms: Impact on Food Security in the East African Community', Publié par CUTS International

² G. Legese, 'Value Chain Methodology', voir sous <http://pt.slideshare.net/ILRI/value-chain-methodology>

³ G. Gereffi, 'A Commodity Chains Framework for Analyzing Global Industries', voir sous http://eco.ieu.edu.tr/wp-content/Gereffi_CommodityChains99.pdf

⁴ Kilimo Trust, 'Development of Agro-Industries and Agro-Enterprises in the EAC Region', voir sous <http://www.kilimotrust.org/project%20reports.php>

⁵ idem

⁶ idem

⁷ P. Kormawa, 'Africa: Agro-Industry – Bringing the Value into Value Chains'. Voir sous <http://allafrica.com/stories/201211301184.html>

⁸ idem

⁹ KPMG, 'The Agricultural and Food Value Chain: Entering a New Era of Cooperation', voir sous : <https://www.kpmg.com/global/en/issuesandinsights/articlespublications/pages/agricultural-and-food-value-chain.aspx>

¹⁰ A. R. Green, 'On Africa: the Value Addition Imperative in Agriculture', voir sous : <http://www.forbes.com/sites/skollworldforum/2013/08/21/on-africa-the-value-addition-imperative-in-agriculture/>

¹¹ P. Kormawa, 'Africa: Agro-Industry – Bringing the Value into Value Chains', voir sous : <http://allafrica.com/stories/201211301184.html>

¹² J. H. Trienekens, 'Agricultural Value Chains in Developing Countries: a Framework for Analysis', voir sous : http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/103987/2/20100036_Formatted.pdf

¹³ Idem

¹⁴ Unilever, 'Livelihoods for Small Farmers' Project, Details available at <http://www.unilever.com/sustainable-living-2014/enhancing-livelihoods/inclusive-business/livelihoods-for-smallholder-farmers/>

¹⁵ C. Poulton, 'An Assessment of Alternative Mechanisms for Leveraging Private Sector Involvement in Poorly Functioning Value Chains', voir sous : http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/AAACP/estafra/FAO_AAACP_Paper_Series_No_8_1_.pdf

¹⁶ C. Miller et L. Jones, 'Agricultural Value Chain Finance', voir sous : <http://www.fao.org/docrep/017/i0846e/i0846e.pdf>

¹⁷ G. Onumah, 'Implementing Warehouse Receipt Systems in Africa: Potential and Challenges', voir sous : http://fsg.afre.msu.edu/aamp/sept_2010/aamp_lilongwe-onumah-warehouse_receipt_systems.pdf

¹⁸ Banque Mondiale, 'Systèmes d'innovation agricole : Guide d'investissement', voir sous : <http://www.worldbank.org/fr/topic/>

¹⁹ B. Vorley et al., 'Small Producer Agency in the Globalised Market', voir sous : <http://pubs.iied.org/pdfs/16521IIED.pdf>

- ²⁰ G. Onumah, 'Implementing Warehouse Receipt Systems in Africa: Potential and Challenges', voir sous : http://fsg.afre.msu.edu/aamp/sept_2010/aamp_lilongwe-onumah-warehouse_receipt_systems.pdf
- ²¹ L. Kirimi, 'A Farm Gate-to-Consumer Value Chain Analysis of Kenya's Maize Marketing System', voir sous : <http://fsg.afre.msu.edu/papers/idwp111.pdf>
- ²² B. Vorley et. al., 'Small Producer Agency in the Globalised Market', Available at <http://pubs.iied.org/pdfs/16521IIED.pdf>
- ²³ AGRA, 'Africa Agriculture Status Report: Focus on Staple Crops', voir sous : <http://agra-alliance.org/our-results/agra-status-reports/#.U3FKofmSxrY>
- ²⁴ idem
- ²⁵ J. H. Trienekens, 'Agricultural Value Chains in Developing Countries: a Framework for Analysis', voir sous : http://ageconsearch.umn.edu/bitstream/103987/2/20100036_Formatted.pdf
- ²⁶ AGRA, 'Africa Agriculture Status Report: Focus on Staple Crops', Available at <http://agra-alliance.org/our-results/agra-status-reports/#.U3FKofmSxrY>
- ²⁷ K. Davis and W. Heemskerk, 'Investment in Extensions and Advisory Services as Part of Agricultural Innovation Systems Overview', voir sous : http://elibrary.worldbank.org/doi/abs/10.1596/9780821386842_CH03
- ²⁸ Jack, W. et T. Suri, Mobile Money: The Economics of M-PESA, NBER Document de travail No. 16721
- ²⁹ L. Kirimi, 'A Farm Gate-to-Consumer Value Chain Analysis of Kenya's Maize Marketing System', voir sous : <http://fsg.afre.msu.edu/papers/idwp111.pdf>
- ³⁰ G. Legese, 'Value Chain Methodology', voir sous : <http://pt.slideshare.net/ILRI/value-chain-methodology>
- ³¹ <http://www.ifpri.org/publication/private-sector-agricultural-research-and-innovation-senegal>
- ³² Banque Mondiale, 'Kenya – Agricultural Productivity and Agribusiness Project', voir sous : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/TOPICS/EXTARD/0,,contentMDK:20443094~pagePK:148956~piPK:216618~theSitePK:336682,00.html>; et USAID, 'Rural Extension and Advisory Services', voir sous : <http://www.usaid.gov/what-we-do/agriculture-and-food-security/supporting-agricultural-capacity-development/rural>

CUTS International, Genève

37-39 Rue de Vermont, 1202 Genève, Suisse
Tél: +41(0)22 734 6080 | Fax : +41(0)22 734 3914
Email : geneva@cuts.org | Web : www.cuts-geneva.org
Skype: cuts.grc

© 2014. Cette note d'information est publiée par CUTS International, Genève

Les Notes d'information de CUTS visent à informer, éduquer et inciter à débattre de questions spécifiques. Les lecteurs sont encouragés à se référer ou reproduire les questions évoquées dans ces notes pour leur propre usage, à condition de citer nommément la source.